ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Premier Ministre, le 28 mai 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de transfert de membres du personnel du Bureau du plan aux Régions", a donné le 10 juin 1991 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 28 mei 1991 door de Eerste Minister verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Planbureau overgaan naar de Gewesten", heeft op 10 juni 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

La rédaction suivante est proposée :

"Vu la loi relative à la suppression ou à la restructuration des organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991, notamment l'article 29;

Vu le protocole nE 111 du 18 mars 1991 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 28 février 1991;

Vu le protocole publié au Moniteur belge du 3 mai 1990 réglant les différentes formes de collaboration entre le Gouvernement et les Exécutifs, notamment l'article 5 en ce qui concerne l'Exécutif flamand;

Vu l'avis de l'Exécutif régional wallon, donné le 10 avril 1991;

Vu l'avis de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale, donné le 3 mai 1991;

...".

Chapitre Ier.

Dans le texte français,il y a lieu d'écrire : "Chapitre Ier".

Dispositif.

Article 1er.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis

Article 2.

1. Chaque paragraphe ne comportant qu'un seul alinéa, il convient d'omettre la division en paragraphes.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 1er, 1E, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. L'alinéa 1er, 2E, serait mieux rédigé comme suit :

"2Ele ministre : le ministre qui a le Bureau du plan dans ses attributions".

4. A l'alinéa 2, 2E, les mots "visé au § 1er" doivent être omis.

Article 3.

1. A l'alinéa 1er, dans le texte français, mieux vaut remplacer le mot "sur" par le mot "dans".

Le texte néerlandais devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, mieux vaut écrire : "... une copie de leur demande à ...".

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 5, mieux vaut écrire "l'alinéa 4", plutôt que "l'alinéa précédent".

Le texte néerlandais du 3E devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 6 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. A l'alinéa 8, il convient, conformément à l'usage, de se référer à des alinéas en les désignant en chiffres et non en lettres. Cette observation vaut pour la suite du projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Le paragraphe 1er, alinéa 1er, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 4. § 1er. Lorsque l'autorité compétente décide d'affecter en dehors de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale des membres du personnel administratif qui sont actuellement affectés dans cet arrondissement, elle publie sa décision au Moniteur belge".

2. A l'alinéa 2 et à l'alinéa 4, les tirets doivent être omis.

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 4 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le texte néerlandais du paragraphe 2 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Au paragraphe 3, alinéa 1er, il convient d'écrire : "une demande introduite sur la base du § 1er ou du § 2 ..." (la suite comme au projet).

7. Au paragraphe 4, alinéa 2, le mot "précité" doit être omis.

Cette observation vaut également pour le paragraphe 5, alinéa 2, 1E.

8. Au paragraphe 5, alinéa 1er, le mot "adéquat" n'est pas heureux; on écrira, dès lors, "... plus de candidat qui puisse faire l'objet d'une permutation au Bureau du plan, ...".

9. Au paragraphe 5, alinéa 2, du texte français mieux vaut écrire :

"Conformément aux dispositions relatives à la mobilité d'office établies par l'arrêté royal du 22 octobre 1982 ... (la suite comme au projet)".

10. Au paragraphe 5, alinéa 2, 3E, il convient de viser "la loi relative à la suppression ou à la restructuration d'organismes d'intérêt public et d'autres services de l'Etat, coordonnée le 13 mars 1991".

11. Le texte néerlandais du paragraphe 5, alinéa 3, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

12. Le texte néerlandais du paragraphe 5, alinéa 4, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

13. Au paragraphe 6, les mots "du présent article" sont inutiles et doivent être omis. Il en va de même des mots "en vertu du présent arrêté" à l'article 5, § 2, alinéa 3.

Article 5.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Comme la section de législation l'a fait observer dans ses avis L. 20.198/8 et L. 20.203/8 du 25 septembre 1990 respectivement sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de transfert de membres du personnel de l'Institut

économique et social des Classes moyennes à la Communauté française, à la Communauté flamande et aux Régions", et sur un projet d'arrêté royal "déterminant les modalités de transfert de membres du personnel du Fonds national de reclassement social des handicapés aux Communautés et à la Commission communautaire commune", il n'apparaît pas clairement, à l'article 5, § 2, alinéa 3, quelle est la portée exacte des mots "... la procédure est poursuivie dans son nouveau service".

Il est fait référence aux observations émises dans les avis précités.

3. Le texte néerlandais de l'article 5, § 2, alinéa 4, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de l'article 5, § 2, alinéa 5, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Chapitre III.

L'intitulé suivant est proposé :

"Dispositions communes aux transferts de membres et de membres du personnel administratif du Bureau du plan".

Article 6.

En ce qui concerne l'avis de l'Exécutif concerné, il est renvoyé à l'observation que le Conseil d'Etat a faite au sujet de l'article 4 du projet sur lequel le Conseil d'Etat a donné l'avis L. 20.198/8 précité et au sujet de l'article 2, § 3, du projet sur lequel il a donné l'avis L. 20.203/8 précité.

Aanhef.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Gelet op de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het protocol nr. 111 van 18 maart 1991 van het Comité voor de nationale, de gemeenschaps- en de gewestelijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 28 februari 1991;

Gelet op het protocol bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 3 mei 1990 tot regeling van de onderscheiden vormen van samenwerking tussen de Regering en de Executieven, inzonderheid op artikel 5 wat de Vlaamse Executieve betreft;

Gelet op het advies van de Waalse Gewestexecutieve, gegeven op 10 april 1991;

Gelet op het advies van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, gegeven op 3 mei 1991;

...".

Hoofdstuk I.

In de Franse tekst schrijve men "Chapitre Ier".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Het zou beter zijn het begin van artikel 1 als volgt te stellen :

"Artikel 1. De leden van het Planbureau benoemd bij de respectieve afdelingen van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 2.

1. Aangezien elke paragraaf slechts één lid bevat dient de indeling in paragrafen te vervallen.

2. In het eerste lid, 1E, vervange men het woord "aangeworven" door het woord "genomen".

3. Het zou beter zijn het eerste lid, 2E, als volgt te stellen :

"2Ede minister : de minister tot wiens bevoegdheid het Planbureau behoort".

4. Het zou beter zijn het tweede lid, 2E, als volgt te stellen :

"2Ewordt het personeelslid dat bij arbeidsovereenkomst in dienst is genomen geacht ... is aangeworven of, indien die betrekking niet wordt vermeld in de overeenkomst, de graad ... vastgesteld".

Artikel 3.

1. In de Franse tekst vervange men in het eerste lid het woord "sur" door het woord "dans".

Het zou beter zijn de Nederlandse tekst van het eerste lid als volgt te stellen :

"De administratieve personeelsleden worden bij afzonderlijke dienstorder verzocht binnen dertig dagen schriftelijk mede te delen of zij wensen te worden overgedragen aan het Vlaamse Gewest of aan het Waalse Gewest ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Het zou beter zijn in het tweede lid te schrijven : "... een afschrift van hun aanvraag ...".

Bovendien vervange men het woord "chef" door het woord "meerdere". Deze opmerking geldt ook voor het vervolg van het ontwerp. Ten slotte schrijve men "de leidend ambtenaar" in plaats van "de leidende ambtenaar". Deze opmerking geldt ook voor het derde lid.

3. Het zou beter zijn in het vijfde lid "het vierde lid" te schrijven, in plaats van "het vorige lid".

In 3E schrijve men "bij gelijke dienstanciënniteit, het oudste personeelslid".

4. In het zesde lid schrijve men "toegepast op" in plaats van "toegepast voor".

5. In de Franse tekst van het achtste lid dient, zoals gebruikelijk is, te worden verwezen naar leden door ze met cijfers aan te duiden en niet met letters. Deze opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

In de Nederlandse tekst van hetzelfde lid schrijve men "verlenen" in plaats van "begeven".

Artikel 4.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1, eerste lid, als volgt te stellen :

"Art. 4. § 1. Wanneer de bevoegde overheid besluit leden van het administratief personeel, die thans zijn aangesteld in het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad, buiten dat arrondissement aan te stellen, maakt zij haar beslissing bekend in het Belgisch Staatsblad".

2. In het tweede en het vierde lid dienen de streepjes te worden weggelaten.

3. Het derde lid zou beter als volgt worden gesteld :

"Zij richten die aanvraag bij aangetekende brief binnen dertig dagen na de datum die de Koning voor elk Gewest ... aan hun hoogste hiërarchische meerdere die ze overzendt aan de Eerste Minister. Aan dezelfde meerdere wordt langs hiërarchische weg een afschrift toegezonden".

4. In het vierde lid vervange men telkens de woorden "bekomen hebben" door de woorden "hebben gekregen".

5. In paragraaf 2 vervange men de woorden "volgens de modaliteiten" door de woorden "op de wijze".

6. Het eerste lid van paragraaf 3 zou beter als volgt worden gesteld :

"§ 3. De bevoegde overheid kan in het belang van de dienst beslissen niet gunstig te beschikken op een aanvraag die op grond van § 1 of § 2 is ingediend door ... (voorts zoals in het ontwerp)".

7. In paragraaf 4, tweede lid, behoort het woord "bedoelde" te vervallen.

8. Het zou beter zijn paragraaf 5, eerste lid, als volgt te stellen :

"§ 5. Voor zover er bij het Planbureau op de wachtlijsten geen gegadigde meer voorkomt die in aanmerking kan komen voor een omwisseling, worden de personeelsleden wier aanvraag geldig is gebleven, bij kennisgeving van de Eerste Minister ter beschikking gesteld van de reaffectatiedienst. De minister van Openbaar Ambt beslist over de wederaanstelling van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

9. In paragraaf 5, tweede lid, schrijve men in de Franse tekst :

"Conformément aux dispositions relatives à la mobilité d'office établies par l'arrêté royal du 22 octobre 1982 ... (voorts zoals in het ontwerp)".

In de Nederlandse tekst dient in paragraaf 5, tweede lid, 1E, het woord "voormelde" te vervallen.

10. In paragraaf 5, tweede lid, 3E, dient te worden verwezen naar "de wet betreffende de afschaffing of de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, gecoördineerd op 13 maart 1991".

11. Het derde lid van paragraaf 5 zou aldus gesteld moeten worden :

"In afwachting van wederaanstelling door de minister van Openbaar Ambt blijven de in het eerste lid bedoelde personeelsleden in de betrekking die hun in het Gewest is aangewezen.

Dat Gewest blijft de uitgaven voor die personeelsleden op zich nemen totdat dezen in aanmerking komen voor wederaanstelling".

12. Aan het slot van paragraaf 5, vierde lid, schrijve men : "... na de beslissing tot wederaanstelling".

13. In paragraaf 6 dienen de woorden "van dit artikel" als overbodig te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor de woorden "krachtens dit besluit" in artikel 5, § 2, derde lid.

Artikel 5.

1. In paragraaf 1 schrijve men op de elfde regel : "... als die welke zij ..." in plaats van "... die welke zij ...".

2. Zoals de afdeling wetgeving erop heeft gewezen in haar adviezen L. 20.198/8 en L. 20.203/8 van 25 september 1990, respectievelijk over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand overgaan naar de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap en naar de Gewesten" en over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de wijze waarop personeelsleden van het Rijksfonds voor de sociale reclassering van minder-validen overgaan naar de Gemeenschappen en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie", is het in artikel 5, § 2, derde lid, niet duidelijk wat de precieze draagwijdte is van de woorden "... dan wordt dit beroep in zijn nieuwe dienst afgehandeld".

Er wordt verwezen naar de in de voormelde adviezen gemaakte opmerkingen.

3. Het slot van artikel 5, § 2, vierde lid, zou beter als volgt worden gesteld : "... is niet van toepassing op de in deze paragraaf bedoelde gevallen".

4. Men vervange in artikel 5, § 2, vijfde lid, het woord "bekomen" door het woord "gekregen".

Hoofdstuk III.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :

"Voor de leden van het Planbureau en de leden van het administratief personeel daarvan algemeen geldende bepalingen".

Artikel 6.

Wat het advies van de betrokken Executieve betreft, wordt verwezen naar de opmerking die de Raad van State heeft gemaakt in verband met artikel 4 van het ontwerp waarover de Raad van State het voormelde advies L. 20.198/8 heeft uitgebracht en in verband met artikel 2, § 3, van het ontwerp waarover de Raad van State het voormelde advies L. 20.203/8 heeft gegeven.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

C. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. C. MENDIAUX, premier auditeur.

La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. C. MENDIAUX, eerste auditeur.

De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.